

Sciences humaines - 8^e année

Histoire de Terre-Neuve-et-Labrador



GOUVERNEMENT DE
TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR

Ministère de l'Éducation
Division de l'élaboration des programmes

Document d'appui

2005

Remerciements

Le ministère de l'Éducation aimerait remercier M. James K. Hiller, Ph.D., professeur-chercheur au département d'histoire de Memorial University of Newfoundland, auteur de ce texte.

Ce document est une traduction de *Newfoundland and Labrador in the 9th and 20th Centuries : a Brief Narrative* publié dans *Grade 8 Newfoundland and Labrador History, A curriculum Guide, September 2005*.

Le ministère aimerait également remercier le Bureau des services en français qui a fourni les services de traduction, ainsi que le Programme des langues officielles en enseignement, le Patrimoine canadien qui a fourni l'aide financière pour ce projet.

TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR AUX 19^e ET 20^e SIÈCLES :

SURVOL HISTORIQUE

Introduction et toile de fond

Pour rendre le passé intelligible, les historiens le divisent en périodes. La démarche peut paraître quelque peu artificielle, mais les historiens s'entendent généralement sur les grandes lignes de partage du passé. En ce qui concerne l'histoire de Terre-Neuve et du Labrador, on convient que cette ligne de partage peut être tracée au début du 19^e siècle. Ce choix se justifie amplement.

En 1815, la Révolution française et les guerres napoléoniennes trouvaient enfin leur aboutissement après 22 ans de conflit. Cette longue période de luttes armées eut de profondes implications pour Terre-Neuve qui, selon les mots d'un historien, est passée du statut de lieu de pêche à celui de colonie. Bref, les guerres ont constitué une ligne de partage dans l'histoire de Terre-Neuve et du Labrador et au sortir de cette période trouble, le territoire est apparu sous un jour profondément différent de celui qu'il présentait à la fin du 18^e siècle.

Au 16^e siècle, l'île de Terre-Neuve était une base où les Européens venaient pour pêcher, et non pour s'y installer. Il ne s'agissait pas d'un territoire à coloniser comme la Nouvelle-Angleterre, la Nouvelle-France et la Nouvelle-Écosse, même si une population y prit racine au cours du 17^e siècle et se développa progressivement, bien que lentement, dans les siècles qui suivirent. La plupart des colons sont venus du sud-ouest de l'Angleterre et du sud-est de l'Irlande et se sont graduellement installés le long des côtes sud et nord-est à partir de la presqu'île Avalon. Ils étaient dépassés en nombre à chaque saison de pêche par les équipages des bateaux de pêche des entreprises migratoires en provenance d'Angleterre qui se déployaient le long des côtes de l'île et sur les bancs du large.

Les pêcheurs anglais étaient joints par les équipages de la flotte française qui mettaient les voiles

chaque année vers les îles Saint-Pierre-et-Miquelon, les Grands Bancs et la Côte française (*French Treaty Shore*), soit la partie de la côte où ils avaient le droit de pêcher en vertu d'un traité. En 1662, les Français établirent une colonie à Plaisance (renommée depuis Placentia), qu'ils évacuèrent en 1713 lorsque par le traité d'Utrecht, la France reconnut la souveraineté de l'Angleterre sur l'île de Terre-Neuve (mais non sur le Labrador). Le même traité délimitait la partie de la côte où les Français avaient le droit de pêcher¹.

Le Labrador était également à l'origine une destination fréquentée par les pêcheurs migrants et les chasseurs de baleines en provenance d'Europe. À une époque, au moins la partie sud de la péninsule du Labrador faisait partie de la Nouvelle-France. La zone située au nord de ce qui s'appelle maintenant le passage Hamilton était, jusqu'en 1763, un territoire disputé entre l'Angleterre et la France². Par la suite, le Labrador devint possession anglaise, mais ses frontières restèrent imprécises³.

Pendant la longue période de conflit armé qui prit fin en 1815, les Français arrêtaient temporairement de fréquenter Terre-Neuve et les pêches migratoires des Anglais cessèrent à toutes fins pratiques. Les uns et les autres furent supplantés par l'arrivée progressive de pêcheurs locaux, qui évoluaient surtout dans la zone côtière. Les colons commencèrent également à s'adonner plus activement à la chasse au phoque et on vit de plus en plus de goélettes basées dans la baie Conception s'élancer vers la banquise au printemps à la poursuite des troupeaux. La population connut une croissance importante, surtout vers la fin de la guerre, à une époque où la demande pour le poisson de Terre-Neuve poussait les prix vers des sommets

¹ Les Français ont aussi abandonné les îles St-Pierre-et-Miquelon en 1713. L'Angleterre a cédé les îles à la France en vertu du traité de Paris en 1763. La Côte française s'étendait, de 1783 à 1904, du cap St. John, sur la péninsule de Baie Verte, jusqu'au cap Ray. Auparavant, ses limites étaient comprises entre le cap Bonavista et Pointe Riche.

² Plus précisément, la France revendiquait la totalité de la péninsule du Labrador, mais l'Angleterre réclamait sa partie nord.

³ À partir de 1825, la limite sud du Labrador était définie comme une ligne orientée franc nord à partir du port de Blanc Sablon jusqu'au 52^e parallèle, et de là, vers l'ouest jusqu'à la rivière St-Jean. L'extrémité nord était fixée assez vaguement à l'entrée du détroit d'Hudson. La frontière intérieure restait indéfinie.

sans précédent. Un grand nombre d'immigrants, en provenance surtout d'Irlande, affluèrent dans l'île, attirés par le travail et les bons salaires.

*Terre-Neuve au début du 19^e siècle*⁴

En 1815, la population de Terre-Neuve s'élevait à environ 40 000 habitants et l'île était devenue à toutes fins pratiques une colonie, mais sans reconnaissance officielle. Il y avait certes des tribunaux et un certain nombre de magistrats, ainsi que quelques représentants du clergé et un petit nombre de fonctionnaires permanents. L'île comptait un bureau de douane et la ville de St. John's était dotée de nombreuses fortifications et était défendue par une garnison. Il y avait en outre un gouverneur, qui commandait également le détachement de la Marine royale qui patrouillait la côte chaque année, mais il ne passait pas l'hiver sur place. Le territoire ne comportait toutefois pas de conseils municipaux, ni de législature, pas même un conseil formellement constitué qui aurait pu donner des avis au gouverneur, lequel jugeait qu'il pouvait diriger la colonie par simples proclamations. Un certain flottement existait quant aux lois applicables et à la sécurité du régime foncier et des lois relatives à la succession héréditaire. Bref, une société coloniale relativement nombreuse, fondée sur les pêcheries, s'était constituée sur l'île, mais le gouvernement britannique tardait à définir le cadre administratif et légal dont cette société avait besoin et que certains de ses membres réclamaient avec véhémence.

Le fossé qui séparait la perception britannique de Terre-Neuve comme simple base pour les pêcheurs et la réalité fut mis en lumière par la crise qui embrasa l'île à la fin de la longue période des guerres. Le prix du poisson s'effondra, provoquant une vague de faillites et la perpétuation de la pauvreté et de la misère. Il y eut des troubles et de la violence, aggravés par des pénuries de vivres, la dureté des hivers et des incendies qui

⁴ Le nom Terre-Neuve s'est appliqué aussi bien à l'île de Terre-Neuve et au Labrador jusqu'en 2001, date à laquelle le nom de la province a été changé pour « Terre-Neuve-et-Labrador ».

ravagèrent la ville de St. John's. Pourtant, le flot d'immigrants ne tarissait pas, ce qui compliquait encore la situation.

Le gouvernement britannique réagit sans hâte. D'abord, on donna ordre au gouverneur de rester sur l'île à longueur d'année pour régler la crise – mais le premier qui s'attela à la tâche, Sir Francis Pickmore, périt durant le dur hiver de 1817-1818. Puis, en 1824, Terre-Neuve devint une colonie de la Couronne⁵. On reconnaissait ainsi que Terre-Neuve n'était plus une simple base de pêche et le règne de la Marine royale prit fin. Le premier gouverneur civil, Sir Thomas Cochrane, entra en fonction en 1825 et l'actuelle résidence du gouverneur commença à s'élever derrière les immeubles délabrés de la ville de St. John's.

Cochrane et ses successeurs étaient aussi responsables de ce qui était alors appelé la « Côte du Labrador ». Du côté labradorien du détroit de Belle Isle, des entreprises basées en Angleterre et à Jersey (une des îles anglo-normandes) menaient des activités commerciales importantes fondées sur la collecte des fourrures, la pêche à la morue et la chasse au phoque. On assistait alors aux tout premiers débuts de l'établissement de populations d'origine européenne. À l'intérieur des terres, des bandes innu menaient alors une existence essentiellement traditionnelle, tout en se rendant régulièrement à des postes de traite sur la rive nord du Saint-Laurent et au centre du Labrador, où ils rencontraient également des prêtres catholiques romains⁶. Les Inuits (qu'on appelait alors les « Esquimaux ») vivaient le long de la côte, surtout au nord du passage Hamilton, la plupart entretenant des liens avec les postes missionnaires moraves de Nain (1771), d'Okak (1776), et de Hopedale (1782)⁷. Dans la partie centrale du Labrador, une population mixte

⁵ Les colonies de la Couronne étaient administrées par un gouverneur et un conseil nommé, qui relevaient directement du gouvernement britannique. Il n'y avait pas de législature.

⁶ Les Innu étaient auparavant appelés les Montagnais et les Naskapis.

⁷ Les Moraves ont par la suite établi d'autres missions à Hebron (1830), à Zoar (1864), à Ramah (1871), à Makkovik (1896) et à Killinek (1905).

d'Européens et d'Inuits, connue aujourd'hui sous l'appellation de « Métis du Labrador », s'est progressivement établie.

Le gouvernement à St. John's entretenait peu de contacts avec le Labrador, même si un nombre croissant de goélettes s'y rendaient chaque été pour y pêcher. L'administration était également peu au fait de ce qui se passait dans les zones peu peuplées de la côte française, où les navires de pêche français étaient retournés après 1815, et chez les petits groupes de colons établis sur la côte sud, à l'ouest de la baie Fortune. Les Mi'kmaq, liés aux bandes du même groupe en Nouvelle-Écosse, avaient leur établissement principal à Conne River. Une bande Mi'kmaq vivait aussi sur les bords de la baie St-Georges, sur la côte ouest. Les Mi'kmaq étaient les seuls à connaître la géographie de l'intérieur de l'île, à l'exception des quelques Béothuks restants, alors au bord de l'extinction.

Le sort des Béothuks a été l'objet de beaucoup d'attention et à l'origine d'un certain nombre d'inventions mythopoétiques. La rencontre avec les Européens a traumatisé tous les peuples autochtones du monde. Tous ont été frappés d'épidémies et ont dû s'ajuster au stress de nouvelles demandes économiques ; certains ont parfois été confrontés à des envahisseurs hostiles et peu compatissants. Au Canada atlantique, les Mi'kmaq semblent s'être ajustés plus rapidement à la nouvelle situation que les autres peuples autochtones. À l'opposé, les Béothuks ont refusé tout contact avec les Européens et n'ont pas cherché à développer avec eux le commerce des fourrures ou d'autres marchandises. À mesure que la présence britannique sur la côte nord-est s'accroissait au cours du 18^e siècle et que les Mi'kmaq investissaient l'intérieur de l'île, les Béothuks se sont retrouvés de plus en plus encerclés. Les rencontres hostiles entre les Béothuks et les Britanniques n'ont fait qu'aggraver les choses et il n'y a pas de doute que les Béothuks – comme tous les peuples autochtones – ont été gravement affectés par les maladies venues d'Europe. Shanawdithit, la dernière représentante de ce peuple, à ce qu'on sache, est morte de tuberculose en 1829.

Shanawdithit a succombé à St. John's, alors capitale reconnue de la colonie. Le centre de celle-ci se trouvait dans la presqu'île Avalon, mais dès le milieu des années 1820, on pouvait constater une réelle

occupation britannique de l'île toute l'année, depuis la baie Notre Dame jusqu'à la baie Fortune et même plus à l'ouest. Des centres administratifs et commerciaux comme Fogo, Twillingate, Bonavista, Trinity, Harbour Grace, Carbonear, Ferryland, St. Mary's, Burin et Harbour Breton jouaient le rôle de « capitales » régionales. Dans ces centres, des élites constituées de marchands, de magistrats et de membres du clergé organisaient les activités au niveau local et assuraient le lien entre les divers ports de l'île et la capitale St. John's qui, depuis le milieu des années 1870, était devenue le principal centre administratif et commercial de Terre-Neuve.

L'économie de Terre-Neuve

L'économie coloniale était fondée sur l'exploitation du phoque et de la morue. À l'échelle locale, ces ressources étaient complétées par la prise de saumons et d'autres poissons et crustacés, une modeste agriculture de subsistance, la chasse au caribou⁸ et aux oiseaux, la capture d'animaux à fourrure et la coupe du bois à des fins de chauffage et de construction – la nature exacte de l'activité saisonnière dépendant de l'endroit et du temps. L'un des traits caractéristiques de cette économie était l'absence de tout secteur agricole significatif, ce qui fait de Terre-Neuve et du Labrador des territoires très différents des autres colonies britanniques, où la culture des céréales et d'autres espèces végétales occupait un rôle central. Sur la plus grande partie de ces territoires, les sols étaient (et continuent d'être) acides et peu profonds, et la saison de végétation était courte. Il fallait donc importer la plupart des aliments de base, une situation qui a de toute évidence influencé les habitudes alimentaires des habitants⁹.

Les phoques représentaient une ressource très importante pour les habitants du Labrador, qui

⁸ Les originaux ont été introduits à Terre-Neuve une première fois en 1878, puis de nouveau en 1904.

⁹ Les légumes-racines et les choux étaient cultivés dans l'île, et on élevait également quelques animaux de ferme : moutons, chèvres, vaches. Toutefois, le foin n'était pas toujours disponible en quantité suffisante et les céréales n'étaient pas cultivées. On dépendait largement de l'extérieur pour les approvisionnements en viande (salée), en farine, en thé et en mélasse. On importait également tous les biscuits de mer consommés dans l'île pendant la première moitié du XIX^e siècle.

utilisaient leurs peaux, notamment pour se vêtir, et consommaient leur viande et leur huile, celle-ci étant obtenue à partir des graisses de l'animal. Les Terre-Neuviens consommaient également la viande de phoque, notamment les chasseurs côtiers qui évoluaient à bord de petites embarcations, mais ils vendaient généralement la peau des animaux. La chasse au phoque sur la côte est de Terre-Neuve, pratiquée par des milliers d'hommes à bord de centaines de goélettes, trouvait son principal bénéfice dans l'exportation de l'huile de phoque, utilisée comme lubrifiant et comme huile d'éclairage. Les chasseurs laissaient les carcasses des animaux sur la glace et rapportaient uniquement la peau et le gras sous-jacent. C'est ainsi que les « méniches » ou les ailerons du phoque, qui étaient rapportés avec la peau des animaux, devinrent un mets de choix saisonnier. L'industrie du phoque prospéra pendant la première moitié du 19^e siècle, puis amorça un déclin, pour deux raisons principales. Tout d'abord, la surexploitation des troupeaux de phoques du Groenland fit en sorte que les animaux devinrent de plus en plus difficiles à trouver et à capturer. La première réaction des commerçants fut de construire ou d'acheter de plus gros navires à voiles puis, à partir des années 1860, des navires à vapeur. On réussit ainsi à stabiliser l'industrie, mais au prix d'une baisse de l'effectif : moins d'hommes et moins de navires se lançaient désormais à l'assaut des glaces chaque printemps et le coût élevé des navires à vapeur eut pour effet de concentrer l'activité dans les mains des commerçants de St. John's et de Harbour Grace. Le deuxième facteur est la baisse du prix de l'huile de phoque. Dans l'ensemble, le déclin de la chasse au phoque représenta un dur coup pour les ports de Terre-Neuve.

La pêche à la morue resta confinée à la zone côtière jusqu'à la fin des années 1880, date à laquelle apparurent les premiers navires de pêche sur les bancs du large. Les activités de pêche à proximité de l'île ou au large du Labrador – les pêcheries du Labrador connaissant un formidable essor au cours du 19^e siècle – étaient une affaire de famille, qui occupait hommes et femmes. Les hommes capturaient le poisson et le ramenaient à terre, où les prises étaient traitées, c'est-à-dire découpées et salées. Après avoir séjourné un certain temps dans le sel, le poisson était lavé et séché sur des vigneaux ou sur la plage. Le soin du poisson à l'étape du séchage était largement réservé aux femmes, qui devaient en même temps s'occuper de la maison et des enfants,

préparer les repas, laver et réparer les vêtements et garder un œil sur le potager. La saison de pêche signifiait de longues heures d'un travail difficile.

Le système de crédit

À l'automne, le pêcheur vendait ses prises de la saison à un commerçant. Cette transaction ne se faisait généralement pas au comptant. Le commerçant triait le poisson et en déterminait la valeur totale, puis créditait ce montant au compte du pêcheur. Toutefois, le même marchand avait probablement avancé diverses fournitures au pêcheur plus tôt dans l'année, ce qui créait une dette que le pêcheur devait rembourser avec le fruit de son travail. Si la pêche avait été bonne et que les prix étaient soutenus, le pêcheur pouvait terminer l'année avec un solde créditeur et utiliser celui-ci pour acheter de la nourriture et d'autres articles pour affronter l'hiver. Dans le cas contraire – ce qui n'était pas rare –, la fourniture des biens dont le pêcheur avait besoin pour l'hiver était à la discrétion du commerçant. Si celui-ci refusait de faire crédit, toute la famille du pêcheur pouvait se trouver en difficulté et se voir dans l'obligation de frapper à la porte des œuvres de bienfaisance ou des services d'aide gouvernementaux.

Ce système de crédit (quelquefois appelé système de paiement en nature, ou « troc ») où les transactions comptant étaient à peu près inexistantes, a été au centre de nombreuses discussions. Règle générale, on le considérait injuste pour le producteur de biens – en l'occurrence, le pêcheur – parce que le commerçant contrôlait aussi bien le prix des fournitures que le prix du poisson. Ainsi, il pouvait gonfler le prix de biens essentiels comme la farine et la mélasse et pousser à la baisse le prix du poisson. On a fait valoir que le système liait le pêcheur au commerçant dans une relation proche de la féodalité, qui mettait les familles de pêcheurs à la merci des commerçants, perçus alors comme des exploiters. Il y a du vrai dans cette analyse, mais des recherches récentes ont fait ressortir le rôle essentiel des commerçants dans l'économie de Terre-Neuve, les nombreux risques inhérents à l'industrie de la pêche, les faibles marges de profit et, surtout, l'aptitude des pêcheurs à utiliser le système à leur avantage. Ce système avait certainement des lacunes et des

désavantages, mais il ne conduisait pas nécessairement à la pauvreté et à l'exploitation. Cette perception sombre du passé ne tient pas compte de l'existence d'une société plus complexe à St. John's et dans les autres grandes villes de l'île, ni des réelles possibilités de promotion au sein de la société terre-neuvienne du 19^e siècle.

La pauvreté existait néanmoins dans l'île et était considérée comme un problème social considérable. Cet état de choses était d'abord attribuable à la vulnérabilité de l'économie terre-neuvienne, qui reposait sur des bases trop étroites et était entièrement dépendante des exportations. En raison de l'étroitesse de son marché intérieur, Terre-Neuve exportait la quasi-totalité de sa production : morue séchée, huile de phoque et quelques sous-produits. Compte tenu de la faiblesse de ses ressources, elle devait importer une bonne partie de ce qu'elle consommait, notamment ses denrées alimentaires et ses produits manufacturés. S'il survenait une chute ou un excès de production sur l'île ou un effondrement des cours ou une inondation des marchés à l'étranger, la quasi-totalité de la population était touchée. Ces mauvais coups du sort pouvaient en outre être amplifiés par d'autres tragédies, comme la brûlure de la pomme de terre (dans les années 1840), des incendies majeurs, des naufrages, la maladie ou d'autres malheurs personnels.

Le gouvernement de l'île procurait un minimum de soutien aux plus démunis, mettait sur pied des projets de création d'emplois (comme la construction de routes) et faisait la promotion de l'agriculture – un objectif difficile à réaliser dans une région où les terres propices à l'agriculture sont limitées, la saison de végétation courte et la main-d'œuvre locale entièrement mobilisée par la pêche en été. Dans ces conditions, un certain nombre d'habitants décidaient de partir – l'émigration est un phénomène bien connu sur l'île –, d'autres trouvaient moyen de s'adapter à la situation. Dans tous les cas cependant, à la ville comme à la campagne, la vie au quotidien était faite de durs labeurs, aussi bien pour les hommes que pour les femmes.

Politique et religion

Certains étaient d'avis qu'on pouvait atténuer les problèmes de la colonie en dotant celle-ci d'une

législature locale – donc en donnant aux Terre-Neuviens la possibilité de gérer leurs affaires d'un peu plus près. Après de longues démarches, le gouvernement britannique convint en 1832 d'établir un gouvernement représentatif, soit le même système déjà en place dans les colonies du continent. La première Chambre d'assemblée fut élue cette année-là, et comptait 15 membres représentant neuf districts¹⁰. Le gouvernement véritable de la colonie – appelé conseil exécutif – n'était pas constitué d'élus, mais plutôt nommé par la Couronne. La plupart de ses membres étaient également membres du Conseil législatif, lui aussi nommé, et qui constituait la Chambre haute de la législature. Les membres de l'assemblée avaient peu de pouvoir réel sur la conduite du territoire, à part la possibilité d'entraver l'adoption des lois ou de les rejeter. Ce mode de fonctionnement était source de frustrations pour les membres les plus ambitieux de l'assemblée, ce qui donnait lieu à de fréquentes querelles entre l'assemblée et le Conseil.

Ces querelles, quelquefois longues et acrimonieuses, reflétaient les divisions de la société terre-neuvienne. Ces divisions ne se rattachaient pas uniquement à des différences de classe ou de statut social, mais aussi à des questions de religion et d'appartenance ethnique. Les habitants d'origine irlandaise (venus d'Irlande ou descendants d'Irlandais) appartenaient à l'Église catholique romaine ; en 1836, ils constituaient 51 pour cent de la population. Ceux d'origine anglaise ou écossaise étaient surtout protestants et membres de l'Église anglicane ou des Églises presbytérienne ou méthodiste¹¹. À cette époque, la religion était au cœur de la vie des gens et de profonds préjugés opposaient protestants et catholiques et Anglais et Irlandais. Ces tensions trouvaient bien sûr un écho dans la vie publique. Ainsi, à partir du milieu des années 1830, les Conseils étaient surtout composés de protestants appartenant aux plus hautes classes de la société, tandis que l'assemblée était constituée d'une majorité de catholiques qui s'indignaient d'être exclus du pouvoir et des

¹⁰ Aucune représentation n'était prévue pour la côte sud, à l'ouest de baie Fortune, la Côte française et le Labrador. Le droit de vote était réservé aux hommes qui habitaient la colonie depuis au moins un an et qui possédaient ou louaient un logement.

¹¹ L'Église méthodiste de Terre-Neuve s'est jointe à l'Église unie du Canada en 1925. L'île comptait aussi quelques Églises congrégationalistes.

avantages qu'il procurait – ces derniers étant soutenus dans leur lutte par le bouillant et énergique évêque Michael Anthony Fleming, qui aura laissé comme monument à St. John's sa remarquable cathédrale catholique romaine¹².

Ces problèmes culminèrent au milieu du siècle. L'enjeu principal à l'époque était l'instauration du gouvernement responsable¹³, que le Parti libéral appuyait et que les conservateurs rejetaient. Les libéraux provenaient des districts catholiques romains. Dans leur lutte pour le gouvernement responsable, ils bénéficièrent, dans les années 1850, de l'appui de nombreux méthodistes qui se sentaient eux aussi exclus du pouvoir. Après quelques années d'un climat très tendu et orageux, le gouvernement responsable vit enfin le jour en 1855, les libéraux étant portés au pouvoir pour la première fois¹⁴. Ils connurent toutefois très tôt de sérieuses difficultés et en 1861, le gouverneur Bannerman congédia le gouvernement (alors dirigé par John Kent) et remit le pouvoir aux conservateurs, qui gagnèrent de justesse l'élection qui suivit. Des violences se produisirent dans les districts de Harbour Grace et de Harbour Main et une émeute grave éclata à St. John's lors de l'inauguration des travaux de la nouvelle assemblée. Bilan : trois morts et 20 blessés.

Les Terre-Neuviens restèrent sous le choc. Les violences électorales, relativement fréquentes dans certains districts depuis 1832, se firent alors beaucoup plus rares¹⁵. Les grandes Églises décidèrent de se tenir largement à l'écart de tout engagement actif en politique et les chefs politiques et religieux convinrent d'une entente tacite visant à mettre fin aux conflits d'ordre confessionnel. En vertu de cette entente, chaque groupe

¹² Élevée au rang de basilique en 1955.

¹³ C'est, pour l'essentiel, le système en place aujourd'hui. Le gouvernement est issu de la formation politique qui a obtenu le plus grand nombre de sièges à l'assemblée. Il reste au pouvoir jusqu'à ce qu'il perde cette majorité, généralement à la suite d'une élection générale.

¹⁴ Le premier chef de gouvernement (le titre de premier ministre ne fut utilisé qu'à partir de 1909) fut Phillip Francis Little, un avocat originaire de l'Île-du-Prince-Édouard.

¹⁵ Le vote secret ne fut instauré qu'en 1888. Jusqu'à cette date, les électeurs devaient faire connaître à haute voix le candidat de leur choix au directeur du scrutin.

religieux obtiendrait, au sein du conseil exécutif (le cabinet), de la législature et de la fonction publique, une représentation en nombre et en rang correspondant à son poids démographique.

Le même principe fut appliqué au domaine de l'éducation. En 1836, la Chambre d'assemblée mit en place un système non confessionnel d'écoles publiques. Toutefois, plusieurs demeuraient convaincus que religion et éducation étaient inséparables. Une loi de 1842 a donc créé des écoles catholiques et protestantes séparées, ce qui ne satisfaisait pourtant pas l'évêque Edward Feild de l'Église anglicane, qui était d'avis que les membres de son Église devaient avoir leurs propres écoles. Après un long débat parfois houleux, le système d'éducation protestant fut divisé en 1874, les méthodistes et les anglicans obtenant leurs propres écoles. Ce système scolaire confessionnel devait durer (avec les adaptations nécessaires) jusqu'en 1997.

La confédération : les années 1860

Les années 1860 ont été dominées par deux grandes questions : la pauvreté et la confédération. Des faillites dans les secteurs de la pêche à la morue et de la chasse au phoque et des conditions de commercialisation défavorables ont semé la misère. On assista à une multiplication des demandes d'aide sociale, que le gouvernement tenta de réduire au minimum tout en cherchant à renforcer l'économie. Pour y arriver, on se tourna vers le développement des activités liées aux ressources de la terre et de nouvelles lois encourageant l'agriculture et la diversification de l'économie rurale furent promulguées. Pour faire l'inventaire de ces ressources, le gouvernement créa une commission géologique (Geological Survey) en 1864, sous la direction de Alexander Murray, auquel succéda James P. Howley. On entreprit de faire l'exploration et la cartographie détaillées de l'intérieur de l'île et de certaines parties de la côte qui semblaient présenter un bon potentiel économique – comme la péninsule de Baie Verte et la baie Notre Dame, où une importante mine de cuivre fut mise en exploitation à Tilt Cove en 1864. On s'intéressait aussi de plus en plus aux promesses de la côte ouest de l'île, qui connut une augmentation significative de sa population. Les colons provenaient pour une bonne part d'autres parties de l'île, mais aussi d'ailleurs. Ainsi, les Écossais du Cap-Breton se sont installés

dans la Codroy Valley, les Acadiens prirent racine dans la baie St-Georges et les déserteurs des navires de pêche français se regroupèrent dans la péninsule de Port-au-Port. Toutefois, cette zone faisait partie de la Côte française et le gouvernement français s'objectait à toute mesure visant à en stimuler le développement économique par crainte qu'on nuise ainsi à la pêche côtière pratiquée par la flotte française, aussi modeste fut-elle en cette fin du 19^e siècle.

Malgré l'enthousiasme suscité par le potentiel économique de Terre-Neuve, certains étaient d'avis que la colonie aurait avantage à joindre la Confédération des colonies de l'Amérique du Nord britannique qui avait commencé à prendre forme en 1864. Le gouvernement de Terre-Neuve fut invité à déléguer des représentants à la Conférence de Québec qui eut lieu cette année-là. Frederic Carter et Ambrose Shea, maintenant considérés comme des « pères de la Confédération », signèrent les résolutions de Québec et revinrent à St. John's en se déclarant partisans de la nouvelle structure proposée. Mais l'opposition au projet était vive, notamment de la part des commerçants et de la population catholique romaine. Les premiers craignaient le démantèlement de leurs circuits commerciaux et une hausse sensible des taxes, surtout au profit des habitants de la terre ferme. Les catholiques, pour leur part, craignaient qu'on s'en prenne à leur système d'écoles confessionnelles et, étant de descendance irlandaise, associaient la confédération à l'union exécrée de l'Irlande et de l'Angleterre (1801). L'opposition fut assez vive pour empêcher Terre-Neuve d'adhérer à la Confédération au moment de sa formation en 1867 et la question fut mise au vote lors de l'élection générale de 1869. Les partisans de la Confédération, sous la conduite de Carter, subirent une cinglante défaite aux mains de leurs adversaires, dirigés par Charles Fox Bennett. Les Terre-Neuviens étaient convaincus que cette nouvelle structure présentait peu d'avantages pour eux et que leur région disposait des ressources humaines et

naturelles nécessaires pour assurer une indépendance viable¹⁶.

L'arrivée du chemin de fer et le développement économique

À partir des années 1870 jusqu'à la fin des années 1890, la colonie connut de sérieuses difficultés économiques. Les prix du poisson et du phoque étaient à la baisse et les captures, aléatoires. Les possibilités d'emploi en dehors du secteur des pêches étaient rares et l'exode de la population dans certaines régions posait de graves problèmes. C'est dans ce contexte que fut prise la décision controversée de construire un chemin de fer qui, espérait-on, ouvrirait les ressources de la terre au développement économique et stimulerait les industries minières et forestières, de même que l'agriculture, en plus bien sûr d'améliorer considérablement les communications. Le contrat fut accordé à la *Newfoundland Railway Company*, qui avait son siège à New York, et les travaux de construction d'un chemin de fer à voie étroite qui devait relier St. John's à Hall's Bay commencèrent en 1881¹⁷. La société ne tarda pas à connaître des difficultés et en 1890, le gouvernement libéral de Sir William Whiteway conclut une nouvelle entente avec l'entrepreneur canadien d'origine écossaise Robert G. Reid. Celui-ci accepta de terminer la ligne ferroviaire – qui avait à peine atteint l'isthme d'Avalon – au prix de 15 600 \$ le mille. Trois ans plus tard, on décida de changer le tracé de la voie. Plutôt que de se diriger vers Hall's Bay, la ligne partirait de la vallée Exploits et traverserait la région de Topsail vers Deer Lake et la baie des Îles pour aboutir à Port aux Basques. Par la même occasion, l'entrepreneur s'engageait à exploiter le chemin de fer pour une durée de dix ans en contrepartie de concessions de terre de 5 000 acres par mille de voie. Il termina effectivement la ligne en 1897 et le premier train fit le périple de St. John's à Port aux Basques

¹⁶ Les Labradoriens et les colons établis sur la Côte française n'avaient toujours pas de représentant à l'Assemblée législative et ne votaient donc pas.

¹⁷ Les chemins de fer à voie étroite (3,5 pi) étaient moins chers à réaliser que les chemins de fer standard.

en juin 1898. Des lignes de prolongement avaient déjà été aménagées vers Harbour Grace et Placentia et d'autres devaient bientôt s'ajouter¹⁸. Le chemin de fer fut le premier projet d'envergure réalisé à Terre-Neuve.

Une autre stratégie d'amélioration de l'économie visait la Côte française de Terre-Neuve. Le gouvernement de Whiteway souhaitait voir s'ouvrir cette région au développement économique, et ce, en dépit de l'opposition du gouvernement français qui affirmait qu'en raison du caractère exclusif de ses privilèges de pêche à cet endroit, l'implantation de colonies de peuplement y était strictement illégale et que toute activité reliée à l'exploitation des ressources de la terre porterait atteinte à ses droits. Les gouvernements britannique et terre-neuvien contestèrent ces déclarations. Tout le long des années 1870 et 1880, la Côte française fut soumise à l'autorité de St. John's. Les colons eurent droit à une représentation politique, des magistrats furent nommés et on vota des crédits pour la construction de routes et d'écoles¹⁹. Très peu de navires français fréquentaient alors la côte – les pêcheries françaises étaient maintenant concentrées à Saint-Pierre et sur les bancs du large – mais l'incertitude demeurait tant que les anciens traités n'étaient pas révoqués.

Le problème de la Côte française fut finalement réglé en 1904 dans le cadre d'un règlement général des disputes coloniales et impériales entre la France et l'Angleterre, connu sous le nom d'Entente cordiale. La France a alors accepté de renoncer à ses droits en vertu des traités en contrepartie d'une compensation financière accordée aux pêcheurs qui utilisaient encore la Côte française et d'une compensation territoriale en Afrique de l'Ouest. La présence française sur la côte de Terre-Neuve avait été une importante cause de friction entre les gouvernements britannique et terre-neuvien. De nombreux Terre-Neuviens dénonçaient le fait que les anciens traités et les prétentions françaises aient pour effet de limiter sérieusement la souveraineté de la

¹⁸ Entre 1909 et 1914, une série de lignes de prolongement a permis de rattacher Trepassey, Bonavista, Grates Cove et Heart's Content au réseau principal. Des travaux ont également été amorcés sur des voies menant à Bonne Bay et à la péninsule Burin.

¹⁹ Pour la première fois, les colons furent assujettis à des taxes (droits de douane). On assista à une brève révolte contre l'imposition de taxes à Sandy Point, alors principale localité de la baie St-Georges.

colonie et d'entraver le plein développement des ressources de l'île²⁰. Le différend entourant la Côte française visée par le traité devint un enjeu du nationalisme terre-neuvien qui commençait alors à s'affirmer. La révocation du traité en 1904 donna d'ailleurs lieu à des célébrations populaires.

Le Labrador et Grenfell

À la fin du 19^e siècle, on s'intéressait également de plus en plus au Labrador. On y avait trouvé des dépôts de fer, des sources d'énergie hydraulique et des forêts, et seul l'éloignement en empêchait l'exploitation – cela, et le différend entre Terre-Neuve et le Canada sur l'emplacement de la frontière intérieure du Labrador. Toutefois, pendant la plus grande partie du 19^e siècle, Terre-Neuve considérait le Labrador comme un endroit de pêche, mais n'a offert que très peu en matière de gouvernement et d'administration. La population, tant autochtone qu'européenne, a été grandement abandonnée à son sort. La Compagnie de la Baie d'Hudson a développé ses activités de North-West River et de Rigolet le long de la côte ouest, entrant en concurrence à certains endroits avec les commerces tenus par la Mission moravienne, qui a aussi construit de nouveaux postes, ce qui étendait son influence de Makkovik à Killinek (Port Burwell).

La publicité qui a été faite par le D^r Wilfred Grenfell est une autre raison pour laquelle le Labrador est devenu mieux connu. Il est arrivé à St. John's en 1892 • au moment où la ville émergeait des débris calcinés après le grand incendie du 8 juillet • et il a navigué jusqu'au Labrador pour y commencer sa carrière médicale parmi les Labradoriens, et visiter les pêcheurs de Terre-Neuve. Il a finalement mis sur pied une chaîne d'hôpitaux et d'infirmes qui allait de North West River à la péninsule du Nord et dont le siège social était à St. Anthony. Le D^r Wilfred Grenfell a parlé de Terre-Neuve et du Labrador au cours de ses présentations en Amérique du Nord et en Angleterre, et il a écrit beaucoup de livres et d'articles. Il s'est souvent montré

²⁰ Il faut noter que dans l'ensemble, les colons vivant sur la Côte française s'entendaient relativement bien avec les pêcheurs français.

critique à l'égard des chefs de la colonie, d'où le fait qu'il n'a pas été particulièrement populaire à St. John's.

Avant l'arrivée de Grenfell, il n'existait aucun hôpital à l'extérieur de St. John's. Les soins de santé n'étaient pas à la portée de tous, ou n'existaient pas du tout. Il fallait souvent s'en remettre à des remèdes traditionnels. La tuberculose était endémique, et les maladies liées au manque de vitamines étaient très répandues. Grenfell et son personnel ont trouvé plusieurs cas de bérubéri et de rachitisme, par exemple, et ils ont critiqué le régime alimentaire local qui d'après eux, comprenait, du thé et du sel en surabondance, et trop peu de légumes. Après 1900, les soins de santé, tant à Terre-Neuve qu'au Labrador, se sont peu à peu améliorés, et on redoublait d'efforts pour enrayer l'épidémie de tuberculose.

Nouvelles industries : le papier journal

Les années qui ont précédé la guerre de 1914 ont été relativement prospères. Le prix du poisson avait augmenté depuis la fin des années 1890. Les mines de fer de Bell Island ont contribué à fournir les emplois indispensables, exportant du fer aux usines d'acier de Sydney, au Cap-Breton. L'industrie du sciage a pris beaucoup d'expansion dans le nord-est de Terre-Neuve, avec des usines établies à la fois sur la côte (Botwood, Campbellton) et le long de la voie ferrée (Benton, Terra Nova, Glenwood). Lewis Miller est l'entrepreneur dont on se souvient le plus, un Écossais qui a fondé Millertown et Lewisporte, et qui a joué un rôle clé pour attirer à Terre-Neuve, les magnats des journaux britanniques, les frères Harmsworth.

Les Harmsworth cherchaient un stock suffisant de papier journal. Après de longues négociations engagées avec le gouvernement de Terre-Neuve et la *Reid Newfoundland Company*²¹, ils ont décidé de construire une usine à Grand Falls. D'après la législation mise en avant en 1905 par le gouvernement libéral

²¹ La société contrôlait Grand Falls sur la rivière Exploits, détenait des concessions de terre considérables dans la région et, de fait, exploitait le chemin de fer qui rendait accessible le centre de Terre-Neuve.

de Sir Robert Bond, la *Anglo-Newfoundland Development Company* (AND) des Harmsworth a profité d'une offre généreuse • certains diraient trop généreuse²². Ainsi qu'il en avait été pour les contrats dans le domaine des chemins de fer, il est difficile de dire à quel moment un allègement justifié devient une trahison. Dans le cas qui nous occupe, l'entente s'assurait que la colonie avait une troisième industrie de base, d'où la naissance réelle de la région du centre de Terre-Neuve que nous connaissons aujourd'hui. L'usine de Grand Falls a été ouverte en 1909. A.E. Reed, fabricant britannique de papier, a construit une usine de pâtes à Bishop's Falls, qui a été ouverte en 1911²³.

Le Fishermen's Protective Union

Ces ententes n'étaient pas sans prêter à controverse. L'un des critiques qui se faisaient le plus entendre était William Ford Coaker, qui a fondé le *Fishermen's Protective Union* (FPU) à Herring Neck (baie Notre Dame) en 1908. Coaker, populiste charismatique, a argumenté sur le fait qu'il était temps que les travailleurs ruraux de Terre-Neuve reçoivent une rémunération raisonnable pour leur travail • la devise du syndicat étant *Suum Cuique*, « À chacun le sien ». Par conséquent, Coaker a exigé une réforme liée au domaine des pêches, et les pêcheurs et leurs familles devaient recevoir un traitement juste et bienveillant de la part des marchands et du gouvernement. Coaker a recruté rapidement des membres le long de la côte nord-est de l'île, mais des membres hiérarchiques de l'Église catholique romaine s'opposaient au FPU, de telle sorte que le syndicat n'a obtenu que très peu d'adhésion dans les régions principalement catholiques. Ainsi en était-il sur les côtes du sud et de l'ouest, là où Coaker n'avait jamais organisé de campagnes d'adhésion. Les groupes de marchands de St. John's sont demeurés inflexiblement opposés à son programme.

²² La AND détenait 2 700 milles carrés de terrains forestiers, avec droits miniers, sur un bail de 99 ans à loyer peu élevé. La société n'avait pas à payer les droits de coupe sur le bois à pâte, et elle a reçu d'autres allègements fiscaux.

²³ L'exploitation de Bishop's Falls a été reprise après par la AND.

Néanmoins, le FPU a été pendant un certain temps une force dont il fallait tenir compte. Le syndicat a élu huit membres à la Chambre d'assemblée en 1913, a publié un journal et a construit Port Union, une localité en soi, dans la baie Trinity. La florissante *Trading Company* créée par le syndicat y avait son siège social, et les résidants ont eu de l'électricité bien avant ceux de la plupart des régions rurales de Terre-Neuve. Le FPU aurait pu accomplir davantage s'il n'y avait pas eu en 1914 le début de la guerre entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne.

La Première Guerre mondiale

En tant que membre de l'Empire britannique, Terre-Neuve a participé inévitablement à la guerre. La contribution de la colonie à l'effort de guerre a été remarquable. Les Terre-Neuviens et les Labradoriens ont servi avec distinction dans la Réserve de la Marine royale du Canada, le Corps forestier canadien et, encore mieux, dans le *Newfoundland Regiment*²⁴. Toutefois, les pertes ont été lourdes ; le régiment a été durement touché à Beaumont-Hamel le 1^{er} juillet 1916, quand les soldats ont dû avancer au milieu de tirs intenses de fusils de la part des Allemands. L'anniversaire de l'armistice est célébré tous les ans. À Terre-Neuve, un mouvement volontaire enthousiaste et efficace faisait participer les femmes à travers le pays²⁵. Toutefois, le gouvernement avait à traiter avec l'énorme coût financier quant au maintien du régiment, à la difficulté de plus en plus grande de trouver assez de volontaires pour conserver les forces armées, et aux contraintes que la guerre avait imposées à la société et à l'économie.

²⁴ La désignation « Royal » a été accordée en 1917 – aucun autre régiment n'a reçu cette distinction pendant la Grande Guerre.

²⁵ Peu de Terre-Neuviennes ont servi outre-mer comme infirmières.

L'entre-deux-guerres

Le besoin de remporter la guerre, le prix élevé des exportations du pays et la fierté du succès de l'effort de guerre ont contribué à maintenir la stabilité, en dépit des discussions acerbes contre la conscription (mise sur pied en 1918), et des accusations de réalisations de bénéfices excessifs par les marchands, les propriétaires de navires, et la *Reid Newfoundland Company*, qui exploitait le chemin de fer et les caboteurs à vapeur. Une fois la guerre terminée, d'importants problèmes n'ont pas tardé à faire surface. Le prix des poissons a commencé à baisser, les marchés sont devenus étroits, les banques ont limité le crédit²⁶, et beaucoup d'entreprises ont connu des difficultés. Le coût de la guerre a provoqué une hausse importante de la dette publique, et la capacité du gouvernement à réagir de façon constructive à la pauvreté et au chômage a été limitée par ce qu'il en coûtait pour régler les paiements des intérêts. Malgré cela, la colonie a continué d'emprunter. La vie politique est devenue de plus en plus pénible et instable, ce qui a incité les Terre-Neuviens à s'interroger sur la viabilité d'un gouvernement responsable. Le début d'une période sombre a également été marqué par l'épidémie de grippe espagnole qui a dévasté la côte du Labrador, décimant la colonie de la mission moravienne d'Okak.

Néanmoins, l'après-guerre a présenté des aspects positifs. Au début des années 1920, une deuxième grande usine de papier journal a été construite à Corner Brook, en raison surtout des efforts de la *Reid Newfoundland Company*. Le projet a créé des milliers de nouveaux emplois et une nouvelle ville, et a transformé l'économie de l'ouest de Terre-Neuve. Au centre de Terre-Neuve, la mine de Buchans a ouvert en 1928. En 1927, le différend relatif à la frontière du Labrador a été réglé en faveur de Terre-Neuve • certaines tentatives infructueuses ont été faites dans le but de vendre le territoire afin de stabiliser les finances de la colonie. Le Canada jugeait que le prix demandé était excessif.

²⁶ Les deux banques privées locales, l'*Union* et la *Commercial*, ont fait faillite en décembre 1894. Les banques canadiennes se sont immédiatement installées, et la monnaie de Terre-Neuve est devenue liée au dollar canadien.

Les femmes ont remporté une grande victoire quand la législature a reconnu en 1925 qu'elles pouvaient voter et se présenter aux élections. Cela constituait l'aboutissement d'une longue campagne relative au droit de vote des femmes, qui avait débuté à la fin du 19^e siècle. Il y avait eu énormément de résistance de la part des hommes à l'égard de cette réforme sous prétexte que la politique était une affaire d'hommes et que les femmes devaient rester cantonnées dans la sphère domestique. Lady Helena Squires, la femme de Sir Richard Squires, premier ministre lui-même opposé au droit de vote des femmes, a été la première femme à se faire élire à la législature en 1928.

La Grande Dépression et la crise politique

Le gouvernement Squires eut à affronter la Grande Dépression qui avait débuté en 1929 et dont les répercussions ont été dévastatrices partout en Amérique du Nord. À Terre-Neuve et au Labrador, la situation déjà mauvaise s'est envenimée vu la chute des prix en ce qui concernait les exportations de la colonie. Le chômage augmentait, surtout dans les villes, et de plus en plus de demandes étaient faites auprès du gouvernement pour des projets d'allègement et de création d'emplois. Le gouvernement semblait toutefois dans le chaos financier. Ses revenus principalement tirés des droits de douane ont été durement touchés vu que le marché était en déclin. Déjà il lui fallait maintenir les paiements de la dette publique en augmentation constante, et faire marcher les affaires courantes du territoire. Au fur et à mesure que la dépression empirait, il était plus difficile d'emprunter de l'argent, ce qui était d'ailleurs impossible à la fin. Le gouvernement a alors réduit radicalement les dépenses, congédié les employés et, de cette façon, contribua à faire dégénérer la crise.

À St. John's surtout, le chômage est devenu de plus en plus difficile à contrôler. Quand des accusations de corruption ont fait surface contre Squires et certains de ses alliés, une manifestation gigantesque a eu lieu à l'extérieur du *Colonial Building* le 5 avril 1932, ce qui tourna en une émeute violente. Squires a été chanceux de s'en sortir sain et sauf. Son parti et lui-même ont été défaits à l'élection suivante par *le United Newfoundland Party*, dirigé par Frederick Alderdice.

Le rapport Amulree

La nouvelle administration a conclu rapidement que son unique option consistait à réduire les paiements de la dette publique (« défaut de paiement partiel »), qui s'élevait alors à 100 millions de dollars. Inquiet face à cette perspective, le gouvernement britannique est intervenu et a insisté pour que Terre-Neuve accepte une commission royale d'enquête. Présidée par Lord Amulree, la commission royale a fait un compte rendu en octobre 1933. En résumé, elle a attribué la crise financière à la mauvaise gestion, à la corruption, à l'extravagance et à l'irresponsabilité ; elle a recommandé que le gouvernement britannique fournisse une aide financière en rééchelonnant la dette publique et en donnant une garantie²⁷. Étant donné que cette intervention ne pouvait se réaliser avec un gouvernement responsable, le pays devait être gouverné par une commission nommée jusqu'à ce qu'il redevienne « financièrement autonome ». Un tel « répit de la politique » fournirait également l'occasion de réformer et de réorganiser le gouvernement.

Ces recommandations ont été acceptées sans protestation. La plupart des Terre-Neuviens, semble-t-il, ont été tellement anéantis par la dépression, et avaient si peu confiance en leurs politiciens qu'ils ont accepté l'aide de la Grande-Bretagne et lui en ont été reconnaissants, même si cela signifiait temporairement l'abandon d'un gouvernement responsable – chacun assumait que ce gouvernement serait rétabli une fois le pays financièrement stable. Il ne semblait pas y avoir d'autres façons de sortir de la crise. Par conséquent, le gouvernement Alderdice a introduit les recommandations de la commission royale par l'entremise de la législature, ce qui a permis un tant soit peu de débat. En février 1934, la Commission de gouvernement arriva au pouvoir. Elle se composait de trois Terre-Neuviens et de trois fonctionnaires britanniques et elle était

²⁷ Cela signifie que la dette devait être réorganisée de façon à en réduire le paiement des intérêts. Toutefois, les investisseurs ont reçu une garantie sur leur capital de la part du gouvernement britannique.

présidée par le gouverneur²⁸.

L'analyse fournie dans le rapport Amulree était quelque peu erronée. Dès le début des années 1930, Terre-Neuve était aux prises avec des défauts de paiement parce que la dette publique était trop importante, en ce sens que l'économie n'était pas en mesure de générer les revenus permettant de continuer à verser des paiements intégraux. Les deux tiers de la dette étaient représentés par deux éléments : la construction, le maintien et l'exploitation du chemin de fer, et le coût de la participation à la Première Guerre mondiale. Ces dépenses ne pouvaient être qualifiées d'irresponsables. Si l'économie ne pouvait soutenir la dette, ce n'était pas faute de ne pas vouloir essayer. En fait, la dette attribuable au chemin de fer résultait d'un effort important et, dans une certaine mesure, fructueux de diversifier l'économie. De plus, la commission royale n'avait pas pris suffisamment en considération le coût de la Première Guerre mondiale et la situation économique défavorable à laquelle le pays était confronté depuis 1919, surtout depuis 1929²⁹.

La Commission de gouvernement

Si erroné que fût le rapport Amulree, la plupart des personnes étaient confiantes que la Commission de gouvernement pourrait, avec l'aide britannique, redresser la situation. De fait, elle n'a pas mieux réussi que ses prédécesseurs. Le gouvernement a certes provoqué la création de coopératives, réformé la fonction publique, et élaboré un programme de colonisation rurale coûteux et controversé en vue de promouvoir

²⁸ Il faut noter qu'il y avait une tendance générale en faveur d'un gouvernement autoritaire pendant les années tourmentées de la crise des années 1930. L'Allemagne, l'Italie et l'Espagne en sont les principaux exemples. Un gouvernement national régnait en Grande-Bretagne et le *New Deal* donnait plus de pouvoirs présidentiels aux États-Unis.

²⁹ Le déficit financier enregistré par le gouvernement entre 1919 et 1934 équivalait environ au coût pour assurer le service de la dette accumulée pendant la Première Guerre mondiale. La commission Amulree n'a pas fait ressortir ce point.

l'agriculture. Huit nouveaux lieux d'implantation de communautés ont été créés en vertu de ce programme³⁰. Il a aussi mis sur pied la *Newfoundland Ranger Force*, sur le modèle de la GRC. Les *Rangers* ont été postés dans les régions rurales de Terre-Neuve et du Labrador, et outre leurs fonctions policières, assumaient beaucoup d'autres responsabilités à titre de représentants du gouvernement central. Ils ont vu de première main les répercussions de la dépression, qui était continuellement cause d'atroces souffrances dans certaines parties du pays dans les années 1930. La distribution des six sous (la *dole*) dans les régions rurales³¹ et l'humiliation d'avoir à manger de la farine brune sont probablement les souvenirs restant les plus graves dans la mémoire relativement à cette période. L'insatisfaction ressentie à l'égard de la Commission de gouvernement allait en s'accroissant et on était au paroxysme de la colère quand il fut permis à Bowaters • la firme britannique qui a acheté l'usine de Corner Brook en 1938 • de faire l'acquisition de terrains forestiers dans la région de Gander River sans avoir à y bâtir l'usine tant attendue de la population.

La Seconde Guerre mondiale

La situation a complètement changé avec le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale en 1939. Terre-Neuve et le Labrador sont soudainement devenus des endroits prospères surtout en raison des énormes dépenses engagées pour les installations de défense et des emplois qui ont été ainsi créés. Le gouvernement canadien à qui incombait l'entière responsabilité de la défense de la région, reprit l'aérodrome à Gander et l'hydrobase à Botwood, et créa ce qui constitue maintenant l'aéroport de St. John's. Les Canadiens ont ensuite construit une immense base aérienne à Goose Bay (dont la construction a débuté en 1941). Quand les États-Unis sont entrés en guerre, les principales bases étaient établies à St. John's, à Argentia et à Stephenville, et des

³⁰ Markland, Haricot, Lourdes, Brown's Arm, Midland, Sandringham, Winterland, Point au Mal.

³¹ Aide financière consistant de six sous, versées quotidiennement à chaque personne ; le montant correspondait à ce qui était versé dans certaines parties des provinces maritimes.

détachements américains étaient aussi postés à Goose Bay et à Gander. En 1943, on comptait environ 10 000 Américains et 6 000 Canadiens à Terre-Neuve et au Labrador. La construction de la base a créé environ 20 000 emplois. Beaucoup de Terre-Neuviens et de Labradoriens se sont engagés dans les forces armées, et bien d'autres ont trouvé du travail sur le continent. Il y avait pratiquement le plein emploi et les comptes du gouvernement accusaient un surplus.

Les répercussions de la guerre sur la population de Terre-Neuve et du Labrador ont été profondes. Les revenus des foyers ont augmenté tandis que le niveau de vie et la santé publique se sont améliorés. Les bases militaires étaient des vitrines du mode de vie nord-américain, et les relations entre les militaires et les civils étaient bonnes en général • par exemple, un nombre important de mariages était contracté localement entre les femmes et les militaires. La construction de la base de Goose Bay attirait des personnes du centre et du sud du Labrador, d'où la création de la nouvelle ville de Happy Valley, qui est devenue la capitale du Labrador. La création de la base est considérée à juste titre comme l'événement qui a marqué la fin du « vieux Labrador. »

La Convention nationale

À la fin de la guerre, en 1945, il était évident que Terre-Neuve était devenu « financièrement autonome » ; des protagonistes en sont alors venus à demander le retour à un gouvernement responsable. Toutefois, le gouvernement britannique a décidé que cela ne devait pas être fait avant que les Terre-Neuviens et les Labradoriens puissent examiner soigneusement leurs options • aucun doute sur le fait que les deux gouvernements, britannique et canadien, espéraient que la Confédération s'imposerait comme une solution de rechange viable à la restitution d'un gouvernement responsable. La Grande-Bretagne voulait se dégager de ses responsabilités à l'égard de Terre-Neuve et pendant la guerre, le Canada en était venu à considérer qu'il détenait des intérêts permanents importants sur l'île et au Labrador, qui seraient finalement mieux protégés par l'union politique. Par conséquent, le gouvernement britannique a annoncé que les Terre-Neuviens et les

Labradoriens (les derniers se voyant accorder le droit de vote pour la première fois) mettraient en place par élection une Convention nationale pour étudier la condition du territoire avant de recommander les options constitutionnelles qui seraient soumises au vote par référendum.

Élue en juin 1946, la Convention a commencé ses sessions en septembre suivant et les a terminées en janvier 1948. Assez tôt, les membres se sont divisés en groupes protagoniste et antagoniste de la Confédération. Les partisans qui prônaient l'adhésion de Terre-Neuve au Canada étaient minoritaires, dirigés par Joseph R. Smallwood et F. Gordon Bradley. Le groupe prônant le retour du territoire à un gouvernement responsable n'avait pas quant à lui de leader avoué, mais était soutenu par un personnage de premier plan, soit Peter J. Cashin. La Convention a envoyé des délégations à Londres et à Ottawa, et après de longs débats enflammés, a finalement recommandé de donner le choix entre un gouvernement responsable et le maintien d'une Commission de gouvernement comme option référendaire. La motion de Smallwood visant également à proposer la Confédération comme option référendaire a été défaite par la majorité des membres de la Convention. Le gouvernement britannique a rejeté *de facto* la recommandation de la Convention, et s'est plié aux volontés des partisans de la Confédération : celle-ci allait figurer comme option référendaire, ce qui a fait enrager les adversaires de la Confédération.

Les référendums et la Confédération

Il s'en est suivi deux référendums âprement disputés et grandement nuisibles à l'unité. Les partisans de la Confédération ont fait valoir que l'union avec le Canada était la seule façon de protéger les gains économiques réalisés pendant la guerre. Si la population voulait le maintien et l'amélioration de son niveau de vie, elle devait pouvoir compter sur l'État providence canadien qui naissait à l'époque, plus généreux à son égard que ce que Terre-Neuve pouvait lui accorder. Les adversaires de la Confédération faisaient appel au nationalisme et soutenaient que le territoire pouvait tout aussi bien faire de façon autonome s'il concluait préférentiellement un accord commercial avec les États-Unis. Nul besoin de passer dans le camp canadien. À la

fin, Terre-Neuve devait négocier la confédération en tant que territoire indépendant et non dans le cadre d'un régime britannique direct.

Au premier référendum, tenu le 3 juin 1948, le gouvernement responsable a gagné, mais n'a pas réussi à obtenir la majorité absolue. La Commission de gouvernement ne figurait donc plus comme un choix, et un deuxième référendum a eu lieu le 22 juillet. Cette fois, la Confédération l'a emporté par une majorité de 4,6 pour cent³². De manière générale, la péninsule Avalon a voté contre la Confédération (à l'exception des districts de Trinity South et de Carbonear-Bay de Verde) tandis que le reste de l'île et le Labrador ont voté en faveur. Après bien des hésitations en raison de la faible majorité, le gouvernement canadien a consenti à négocier les modalités de l'union, qui ont été réglées en décembre. Terre-Neuve-et-Labrador³³ a finalement constitué une autre province du Canada juste avant minuit le 31 mars 1949.

Il arrive parfois que l'on prétende qu'un plan secret existait en vue d'amener Terre-Neuve et le Labrador à entrer dans la Confédération, et que le deuxième référendum était en quelque sorte truqué pour obtenir une majorité favorable à celle-ci. Il est vrai que les deux gouvernements, britannique et canadien, appuyaient la Confédération, et qu'ils ont influencé le cours des événements, parfois de façon peu discrète. Mais on doit finalement se rappeler que la décision finale est revenue aux Terre-Neuviens et aux Labradoriens et qu'il n'existe aucune preuve à l'appui de l'affirmation selon laquelle le vote était « truqué »³⁴.

Le gouvernement Smallwood et le développement économique

Les partisans qui ont remporté la victoire de la Confédération ont fondé le Parti libéral provincial,

³² Premier référendum : gouvernement responsable, 44,6 %; confédération, 41,1 %; commission, 14,3 %. Deuxième référendum : gouvernement responsable, 47,7 %; confédération, 52,3 %.

³³ Nom officiel de la province depuis 2001. Auparavant, elle s'appelait tout simplement « Terre-Neuve ».

³⁴ Le thème du film *Secret Nation* (1992)

gagné la première élection provinciale et formé le premier gouvernement provincial dont Smallwood était le premier ministre. Les adversaires de la Confédération dont le moral était très bas sont devenus membres du Parti progressiste-conservateur³⁵ et n'ont pas formé de gouvernement avant 1972. Pendant plus de 20 ans, Smallwood et les libéraux ont régné en maîtres absolus, surveillant l'intégration de Terre-Neuve et du Labrador dans la fédération canadienne, et cherchant à moderniser et à industrialiser une province qui tirait de l'arrière.

Sur le plan du développement économique, on nourrissait d'immenses espoirs relativement au potentiel de l'intérieur du Labrador • les dépôts importants de minerai de fer et l'hydroélectricité qui pouvait être générée par les chutes Churchill³⁶. Smallwood voulait également établir dans la province une troisième usine de papier journal, une usine de ciment près de Corner Brook, des aménagements hydroélectriques et toute autre industrie que son gouvernement pouvait attirer. Il a soutenu la modernisation du secteur des pêches • comme l'avait fait le gouvernement fédéral de qui cette ressource relevait • et encouragé la production de poissons frais congelés³⁷ plutôt que de poissons salés. La construction de routes, l'électrification et l'amélioration des services sociaux • surtout la santé et l'éducation • étaient également intégrées à l'ambitieux programme gouvernemental. Il s'agissait d'un programme de croissance forcée où le gouvernement provincial devait jouer un rôle clé prépondérant, grâce à l'appui financier du fédéral.

Désireux d'obtenir au plus tôt des résultats, Smallwood s'est tourné vers l'économiste lettonien Alfred Valdmanis pour obtenir une aide visant à attirer des industriels européens • surtout des Allemands • afin qu'ils investissent dans la province. Plus tard, il devint étroitement associé à deux

³⁵ La Commonwealth Cooperative Federation (CCF), devenue par la suite le Nouveau Parti Démocratique, n'était pas en mesure d'établir un point d'ancrage dans la nouvelle province.

³⁶ En 1949, elles étaient connues sous le nom de Hamilton ou de Grand Falls. Les noms de chutes Churchill et de fleuve Churchill ont été adoptés en 1965.

³⁷ Rien ne prouve, que Smallwood a dit aux Terre-Neuviens de « brûler leurs bateaux ».

promoteurs américains, John C. Doyle et John Shaheen. Pour que les travaux d'aménagement du Labrador démarrent, Smallwood a courtoisé les investisseurs britanniques, surtout N.M. Rothschild and Sons, éminents banquiers marchands.

Les résultats obtenus ont été mitigés. En effet, Valdmanis a été pris à accepter des pots de vin en 1954 et emprisonné ; beaucoup des « nouvelles industries » qu'il avait aidées ont finalement fait faillite ; toutefois, les usines de gypse et de ciment ont fonctionné pendant longtemps avec succès sur la côte ouest de l'île. Doyle • devenu plus tard un fugitif de la justice à Panama • a exploité avec succès la mine de fer à Wabush, et a construit ensuite une fabrique de carton doublure à Stephenville (au début des années 1970)³⁸. Pour sa part, Shaheen a établi une raffinerie de pétrole à Come-by-Chance (achevée en 1976) avant qu'il ne soit lui-même impliqué dans une banqueroute et dans une succession de poursuites. Dans beaucoup de ces projets, toutefois, le gouvernement provincial et parfois le gouvernement fédéral avaient investi des millions de dollars, et accordé d'autres incitatifs, notamment en ce qui a trait à l'usine de phosphore située à Long Harbour (1968).

Le projet des chutes Churchill

Les choses se présentaient différemment pour le Labrador. L'industrie minière connaissait un remarquable essor dans l'ouest du territoire, où la société compagnie *Iron Ore Company of Canada* (IOCC) ouvrit une mine en 1962 à Carol Lake et une autre compagnie ouvrit une mine à Wabush en 1965³⁹. Deux nouvelles villes – Labrador City et Wabush – devaient ainsi voir le jour. Il y eut également un premier vent d'optimisme en 1969 lorsque la *British Newfoundland Corporation* (BRINCO), propriétaire des droits

³⁸ Ce dernier l'a vendue à Abitibi-Price pour qu'elle soit convertie en usine de papier.

³⁹ La société IOCC avait ouvert une première mine à Knob Lake (Schefferville), du côté québécois de la frontière, en 1954.

d'exploitation des chutes Churchill, signait un contrat de vente d'énergie à long terme avec Hydro-Québec⁴⁰. L'énergie à l'époque étant bon marché, les conditions du contrat semblaient raisonnables et le projet créait des milliers d'emplois de courte durée. L'affaire tourna au vinaigre au milieu des années 1970. Les prix de l'énergie se mirent alors à grimper de façon vertigineuse, mais le contrat stipulait que le prix de l'énergie provenant des chutes Churchill était fixe jusqu'en 2041. Pour Hydro-Québec, cela signifiait une manne inespérée, pour Terre-Neuve, c'était une perte qui brisait tous les espoirs qu'on avait mis dans le projet. À noter que le projet a été réalisé sans consultation aucune avec les Innu, qui perdirent plus de 2 000 milles carrés de territoire de trappe et de chasse sous les eaux des réservoirs créés par le barrage.

Modernisation du secteur des pêches et relocalisation de la population

L'industrialisation du secteur des pêches s'opéra par la mise en marché d'un nouveau produit : des filets et des blocs de poisson congelés produits dans des usines de transformation du poisson. Les propriétaires des usines étaient aussi les propriétaires des chalutiers qui capturaient le poisson, les prises étant complétées au besoin par des stocks achetés directement des pêcheurs côtiers. Les salaisons traditionnelles connurent un déclin rapide et l'industrie de la pêche de Terre-Neuve devint presque entièrement tributaire des marchés nord-américains. Autre changement important : les travailleurs du secteur des pêches, en mer et sur terre, étaient désormais payés comptant, le système de « troc » des temps anciens devenant caduc disparaissait. Le secteur des pêches connut une expansion notable, aussi bien sur le plan du nombre de navires que de l'extension géographique, et les méthodes de capture du poisson se firent de plus en plus efficaces et perfectionnées. Mais l'effort global de pêche – de la part des Canadiens et des étrangers – au

⁴⁰ Le gouvernement du Québec refusa à Terre-Neuve le droit d'utiliser son territoire pour acheminer l'électricité vers d'autres marchés. Le gouvernement fédéral refusa d'intervenir, même si l'électricité (ainsi que le gaz et le pétrole) traverse librement d'autres frontières provinciales. Terre-Neuve fut donc forcée, par l'intermédiaire de BRINCO, de traiter avec un acheteur unique.

large de Terre-Neuve et du Labrador fut tellement intensif que les stocks de poissons finirent par s'épuiser. Il fallut imposer un moratoire sur la pêche à la morue en 1992.

À cette modernisation du secteur des pêches fut associée la décision controversée de relocaliser un grand nombre de petites communautés, le but étant de doter les pôles de croissance désignés de la main-d'œuvre dont ils avaient besoin. La relocalisation visait également à assurer le maximum de services – routes, écoles, hôpitaux, alimentation électrique, téléphone – au plus grand nombre de citoyens possible, ce but étant plus facile à atteindre si la population était moins éparpillée sur le territoire. Entre 1954 et 1975, quelque 263 communautés ont été fermées et leurs habitants relocalisés⁴¹. Le bouleversement fut profond et les personnes déplacées ne sont pas toutes parvenues à trouver de l'emploi, même si la plupart d'entre elles semblaient apprécier les services mis à leur disposition dans les nouvelles communautés.

On a aussi procédé à des relocalisations de populations au Labrador, l'exemple le plus connu étant sans doute celui d'Hebron, fermé en 1959, par suite de la décision conjointe du gouvernement provincial et de l'Église morave. Les Inuits qui y vivaient ont été déplacés vers les villages de Nain, de Hopedale et de Makkovik situés plus au sud, où leur adaptation n'a pas été facile. Pour justifier cette mesure, on a avancé la pénurie de bois de chauffage aux environs d'Hebron et la difficulté d'offrir des services dans des zones aussi nordiques. À la même époque, des bandes innu jusque-là foncièrement nomades ont été encouragées à se fixer à Sheshatshiu et à Davis Inlet⁴². Mais ce changement profond de leur mode de vie devait entraîner de graves problèmes sociaux au sein du groupe.

⁴¹ Les zones les plus touchées furent la côte sud-ouest de Terre-Neuve, les îles de la baie Placentia, ainsi que les baies Bonavista et Notre-Dame.

⁴² Les Innu de Davis Inlet sont maintenant installés dans un nouveau village appelé Natuashish.

Évolution sociale et politique

Il n'y a pas de doute que, de manière générale et en dépit des tensions et des déchirements provoqués par les relocalisations, les Terre-Neuviens et les Labradoriens ont commencé à voir leur niveau de vie et la qualité de leurs services s'améliorer. Les allocations familiales et les prestations d'assurance-chômage ont augmenté les revenus familiaux, les mailles du filet de sécurité sociale se sont resserrées et la province a profité d'investissements massifs dans les infrastructures de base : routes⁴³, réseaux d'électrification rurale⁴⁴, écoles et collèges, établissements de santé, aqueducs et réseaux d'égouts. Ces progrès et les emplois offerts dans les usines de transformation du poisson et le secteur des services ont profondément changé le sort des femmes. Leurs perspectives se sont élargies, leur vie a été moins marquée par la contrainte et la dureté du travail et leur charge familiale s'est passablement allégée.

Ces améliorations ont valu au gouvernement libéral de Joey Smallwood de bénéficier longtemps d'un large appui populaire, et il fallut attendre la fin des années 1960 pour voir le pouvoir commencer à lui échapper. Après une défaite serrée aux élections de 1971, Joey Smallwood démissionnait en 1972, pour être remplacé par les progressistes-conservateurs de Frank Moores, au pouvoir jusqu'en 1979, puis remplacé par Brian Peckford. L'un des grands défis des gouvernements de l'époque concernait la propriété et l'exploitation des gisements de pétrole à l'extérieur des côtes. Il fallut plusieurs années d'exploration du plateau continental avant que l'existence du champ pétrolifère Hibernia soit confirmée en 1979. On entretenait alors le fol espoir de voir cette nouvelle industrie mettre fin au statut de province « dépendante » de Terre-Neuve, en particulier si cette dernière avait la propriété et le contrôle de la ressource. Le gouvernement terre-neuvien fit valoir que la province avait joint la Confédération en tant que territoire indépendant, apportant avec elle les ressources

⁴³ La route transcanadienne a été terminée en 1965, ce qui annonçait la mort prochaine du chemin de fer terre-neuvien.

⁴⁴ Rendue possible grâce à la construction d'une puissante centrale hydroélectrique à Baie d'Espoir (1967).

naturelles situées en mer, ressources auxquelles elle n'avait pas renoncé. Le pétrole et le gaz qu'on y trouvait appartenaient donc à la province. Le gouvernement libéral fédéral réfuta cet argument et la question fut soumise aux tribunaux, qui statuèrent en 1984 que les ressources étaient fédérales. Toutefois, l'Accord atlantique fédéral-provincial (intervenue en 1985 et modifié en 2005) prévoit une gestion conjointe des ressources, dont la mise en valeur a apporté des avantages économiques considérables à certaines parties de l'île.

Des identités qui se réaffirment

Si les années Smallwood furent une période de « canadianisation » de Terre-Neuve et du Labrador, les années 1970 et 1980 ont vu poindre une renaissance culturelle qui a mis en lumière le caractère distinct du territoire. Le nouveau drapeau provincial⁴⁵ qui a remplacé l'Union Jack en 1980 a été conçu par l'artiste terre-neuvien Christopher Pratt, sans doute le plus connu d'un groupe d'artistes de grand talent qui s'est affirmé à cette époque. La musique traditionnelle de Terre-Neuve et du Labrador a fait l'objet d'études approfondies et a été jouée à tous les vents, souvent sur des instruments non traditionnels. Une multitude d'ouvrages a été publiée sur des sujets locaux. Le niveau d'activité culturelle demeure impressionnant, activité nourrie par un intérêt général et une appréciation réelle de l'histoire et de l'héritage de la province. Ces développements ont à leur tour stimulé de nouveaux secteurs économiques et contribué à l'essor remarquable de l'industrie du tourisme.

Les peuples autochtones de la province ont également développé une nouvelle perception de leur identité, le processus ayant été amorcé en 1972 avec la fondation de la *Native Association of Newfoundland and Labrador* (NANL). L'Association comprend des représentants des Mi'kmaq et des Innu, ainsi que des Inuits

⁴⁵ Le drapeau du Labrador a été créé par Michael Martin, de Cartwright, en 1974.

de la partie nord du Labrador. L'objectif du groupe consistait à favoriser le dialogue avec le gouvernement fédéral, sa création ayant marqué un point tournant dans la lutte pour la reconnaissance des droits autochtones dans la province⁴⁶. La défense des revendications territoriales des autochtones sur l'île et au Labrador a cimenté ces identités et a donné lieu à une quantité impressionnante de recherches scientifiques, historiques et archéologiques. Le premier dossier réglé avec succès est celui de la *Labrador Inuit Association*, qui a récemment signé avec les gouvernements fédéral et provincial un traité assurant une large part d'autonomie aux Inuits vivant sur le territoire appelé *Nunatsiavut*.

Au même moment, la trame des sociétés terre-neuvienne et labradorienne se diversifiait. Avant la Confédération, il y avait bien sûr des Juifs, des Libanais et des Chinois, de même que des communautés françaises dans la baie St. Georges et la région de Port-au-Port, mais depuis 1949, la composante dite « ethnique » de la population s'est élargie et comprend désormais des représentants de l'Asie et de l'Europe et des gens d'origines diverses venus d'autres provinces canadiennes. Les francophones ont fait preuve d'un dynamisme remarquable dans la défense de leur langue et de leur culture contre l'assimilation, et on s'intéresse de plus en plus à l'héritage français de la province.

Au fil des siècles, beaucoup de gens sont venus s'établir à Terre-Neuve et au Labrador, mais les circonstances ont forcé beaucoup d'autres à s'en éloigner ou, à tout le moins, à quitter les zones rurales au profit des villes. L'une des transformations récentes les plus marquantes de la société terre-neuvienne est son urbanisation. La plus grande partie de la population de l'île vit maintenant dans le nord-est de la presqu'île d'Avalon et le long de ce qu'on a appelé le « corridor de la route transcanadienne », ce qui fait de Terre-Neuve et du Labrador les régions les plus urbanisées des provinces de l'Atlantique. Cette évolution démographique traduit la gravité des coups assénés à l'économie rurale par le moratoire de la pêche à la morue, les problèmes

⁴⁶ En 1975, les Innu et les Inuits ont créé leur propre organisation. En 1976, la NANL s'est constitué en société sous le nom de *Federation of Newfoundland Indians* (FNI), groupe dont la réserve *Samiaijj Miawpukek* (Conne River)

connexes au secteur des pêches et le recul de l'industrie du bois,⁴⁷ et par le fait que les nouveaux emplois sont surtout créés dans les villes ou concentrés dans la presqu'île Avalon.

Malgré les profondes mutations qu'elle a subies depuis 1949, la province fait toujours face à de réels problèmes économiques et financiers. Néanmoins, l'exploitation des gisements de gaz et de pétrole au large des côtes est porteuse de grandes promesses, de même que celle des ressources minérales et du potentiel hydroélectrique du Labrador. En outre, l'éclosion des industries de la haute technologie, du tourisme et du secteur des services et le réaménagement des pêcheries annoncent l'ouverture d'une nouvelle période de l'histoire de la province. Le capital humain est là, instruit et déterminé à se tailler une place de choix dans le monde, soutenu par une histoire qui illustre son aptitude à survivre, à s'adapter et à créer.

s'est retirée en 1983.

⁴⁷ Les zones rurales de Terre-Neuve et du Labrador ont aussi souffert des offensives répétées des groupes de défense des droits des animaux contre la chasse au phoque.

Dates importantes

Dates importantes

1805	Ouverture du premier bureau de poste
1806	Le groupe <i>Benevolent Irish Society</i> est fondé à St. John's
1807	John Ryan fonde le premier journal de Terre-Neuve <i>The Royal Gazette and Newfoundland Advertiser</i>
1815	Fin des guerres napoléoniennes
1816, 17	Incendies à St. John's
1816	Ouverture de l'église méthodiste de Gower Street
1816-17	L'hiver des <i>Rals</i> (ou <i>Rowdies</i>)
1817	Le gouverneur demeure à l'année longue à Terre-Neuve pour la première fois.
1819	Demasduit (Mary March) est capturée et amenée à St. John's.
1822	William Cormack traverse l'île de Terre-Neuve à pied.
1823	Shanawdithit est capturée à Badger Bay ainsi que sa mère et sa soeur.
1824	Terre-Neuve devient une colonie de la Couronne. La côte du Labrador est replacée sous la juridiction de Terre-Neuve.
1825	Sir Thomas Cochrane devient le premier gouverneur civil.
1825	Ouverture de la première grande route entre St. John's à Portugal Cove
1829	Mort de Shanawdithit
1832	Un gouvernement représentatif est accordé, et des élections sont tenues.
1833	La Chambre de l'Assemblée ouvre pour la première fois.
1834	Ouverture de la <i>Newfoundland Savings Bank</i>
1836	Ouverture du phare de Cap Spear
1836	Première loi scolaire
1837	Des terres sont accordées pour la construction de la cathédrale catholique de St. John's.

- 1845 Introduction du gaz à St. John's
- 1846 Une tempête de grands vents cause des dommages considérables.
- 1846 Un violent incendie à St. John's laisse 12 000 personnes sans-abri.
- 1847 Début de la construction de la cathédrale anglicane de St. John's
- 1850 Ouverture du *Colonial Building*
- 1852 Les rues de Harbour Grace sont illuminées au moyen de réverbères à gaz pour la première fois.
- 1855 Le gouvernement responsable est formé. Le Parti Libéral de P.F. Little forme le gouvernement.
- 1857 Selon le recensement, la population est de 122 638 habitants.
- 1860 La mine *Terra Nova* commence ses opérations à Baie Verte.
- 1861 Une émeute éclate à St. John's après les élections générales.
- 1862 Les bateaux à vapeur sont utilisés pour la première fois pour la chasse au phoque.
- 1864 Fondation de la *Newfoundland Geological Survey*
Les mines de cuivre de Tilt Cove commencent leurs opérations.
- 1866 Des câbles transatlantiques relient l'Irlande à Heart's Content.
- 1869 Les partisans de la confédération subissent une défaite lors des élections générales.
- 1871 Création de la *Newfoundland Constabulary*, un an après le retrait des troupes britanniques
- 1872 La liaison entre la Nouvelle-Écosse et la Grande Bretagne s'améliore grandement à cause des bateaux à vapeur.
- 1875 La mine de cuivre de Betts Cove commence ses opérations.
- 1876 Arrivée de l'ordre religieux *Irish Christian Brothers*
- 1878 Premier service téléphonique à St. John's
- 1879 Publication du premier quotidien : *The Evening Telegram*
- 1881 Début de la construction du chemin de fer
- 1883 Bagarre entre protestants et catholiques à Harbour Grace
- 1884 Ouverture de la cale sèche du port de St. John's
Population : 197 589 habitants

1885	La station de Flavin Lane produit de l'électricité pour la première fois à St. John's.
1887	Introduction du scrutin secret
1888	Gouvernement municipal à St. John's
1886	Eclairage électrique dans les rues de St. John's
1890	Contrat de la construction du chemin de fer avec R.G. Reid
1891	Création de la <i>Newfoundland Teachers Association</i>
1892	Un incendie majeur détruit une grande partie de la basse-ville de St. John's. (8 juillet)
1892	Premier voyage de Wilfred Grenfell à Terre-Neuve et au Labrador
1893	Contrat de chemin de fer avec R.G. Reid
1894	<i>Black Monday</i> (10 décembre) : effondrement de la <i>Union Bank</i> et la <i>Commercial Bank</i>
1895	Les banques canadiennes s'installent à St. John's. Échec des négociations au sujet de la confédération L'exploitation minière (minerai de fer) commence à Bell Island.
1897	Première pierre de la tour Cabot
1898	Première liaison ferroviaire entre St. John's et Port aux Basques Première usine de pâte à Black River, baie Placentia
1900	Voyage inaugural du <i>St. John's Street Railway</i> (tramway)
1901	Marconi reçoit le premier message transatlantique transmis par des ondes électromagnétiques à Signal Hill. Création de la <i>Reid Newfoundland Company</i> Population : 220 000 habitants
1902	Le gouverneur Cavendish Boyle compose <i>The Ode To Newfoundland</i> .
1904	La France abandonne ses droits de pêche sur l'île de Terre-Neuve. (Entente Cordiale)
1905	Entente avec la <i>Anglo-Newfoundland Development Co.</i> pour construire une usine de papier journal à Grand Falls.
1908	Elections nulles Création de la <i>Fishermen's Protective Union</i>
1909	Début de la construction de la ligne de chemin de fer vers Branch Ouverture de l'usine de Grand Falls Introduction des pensions de vieillesse

- 1914 Tragédies de la chasse au phoque : le *Southern Cross* et l'équipage du *Newfoundland* périssent.
Début de la Première Guerre mondiale, création du *Newfoundland Regiment*
- 1916 Le *Newfoundland Regiment* anéanti à Beaumont Hamel, France
- 1917 Introduction de la prohibition
L'heure avancée est introduite.
- 1918 Introduction de la conscription
Fin de la Première Guerre mondiale
- 1919 Alcock et Brown réussissent le premier vol transatlantique à partir de St. John's.
Épidémie de la Grippe espagnole
- 1923 Le gouvernement prend en charge les services de chemin de fer et de transport côtier.
- 1925 L'usine de pâte et papier de Corner Brook commence ses opérations
La législature adopte le *Women's Suffrage Bill*.
Ouverture du *Memorial University College*
- 1927 Le Conseil privé règle le conflit frontalier du Labrador.
- 1928 La mine de Buchans commence ses opérations.
- 1929 Début de la Grande dépression
Un tsunami frappe la péninsule Burin.
- 1932 Émeute à l'extérieur du *Colonial Building*
- 1932 Amelia Earhart part de Harbour Grace pour son vol à travers l'Atlantique.
- 1933 Louise Saunders de Greenspond devient la première avocate terre-neuvienne.
La commission royale présidée par Lord Amulree examine la condition de Terre-Neuve.
- 1934 Le gouvernement responsable est suspendu. La Commission de gouvernement est mise en place.
- 1938 Ouverture de l'aéroport de Gander
- 1939 Début de la Seconde Guerre mondiale
- 1940 Entente de location de bases entre la Grande-Bretagne et les États-Unis
- 1941 La Charte de l'Atlantique est signée dans la baie Placentia.
Construction de la base aérienne de Goose Bay au Labrador
- 1942 Des sous-marins allemands coulent des minéraliers au large de Bell Island et le *SS Caribou*.
- 1945 Fin de la Seconde Guerre mondiale

1946	Élections de la convention nationale
1947	Les automobilistes ont maintenant la conduite à droite.
1948	L'option de la confédération remporte le deuxième referendum. Négotiation des <i>Terms of Union</i> avec le Canada
1949	Terre-Neuve et le Labrador deviennent la dixième province du Canada. (31 mars) J.R. Smallwood devient premier ministre d'un gouvernement libéral. <i>Memorial University College</i> devient <i>Memorial University of Newfoundland</i> .
1953	Début du programme de relocalisation du gouvernement
1955	Mise en ondes de la station de télévision CJON
1957	Un programme d'assurance chômage pour les travailleurs de l'industrie de la pêche est mis sur pied.
1959	Grève de l' <i>IWA</i> dans la partie centrale de Terre-Neuve Relocation des Inuit de Hebron
1960	Découverte d'un site Viking à L'Anse aux Meadows
1961	Ouverture de la raffinerie de pétrole à Holyrood
1962	Début de l'exploitation minière (minerai de fer) à Labrador City
1964	Exploitation minière (amiante) à Baie Verte
1965	Début de l'exploitation minière (minerai de fer) à Wabush La route transcanadienne est complétée et traverse de l'est à l'ouest de l'île.
1966	Fermeture des mines de fer de Bell Island Fermeture de la base aérienne de Stephenville Accord sur le développement de Churchill Falls
1967	Ouverture du chantier naval de Marystown Ouverture du Avalon Mall à St. John's La centrale électrique de Baie d'Espoir commence son opération.
1968	L'usine de phosphore commence ses opérations à Long Harbour, baie Placentia.
1969	Le programme d'assurance-maladie est mis sur pied. Le service de passagers du chemin de fer est aboli.
1970	Création du syndicat des pêcheurs <i>Fishermen's Union (NFFAW)</i>
1971	Première grève des enseignants

- 1972 Premier gouvernement conservateur sous Frank Moores
La première livraison d'énergie électrique de Churchill Falls à Hydro-Québec
- 1973 Ouverture de la raffinerie de Come by Chance
Début des opérations de la *Stephenville Linerboard Mill*
- 1975 Début du service de câblodiffusion à Terre-Neuve
Ouverture du *Memorial Regional College (Sir Wilfred Grenfell College)*
- 1976 Fermeture de la raffinerie de Come by Chance (pour cause de faillite)
- 1977 Fermeture de la *Stephenville Linerboard Mill*
Fermeture de la mine de fluorine à St. Lawrence
Ouverture du premier restaurant McDonald's à St. John's
La limite de pêche 200 milles est créée.
Brigitte Bardot dénonce la chasse au bébé phoque. (blanchons)
- 1978 L'Anse aux Meadows est déclaré un site du patrimoine mondial par l'UNESCO.
Abitibi Price achète les opérations de la *Stephenville Linerboard Mill*.
- 1979 Confirmation de la découverte de vastes champs pétrolifères au large des côtes de Terre-Neuve
Hazel Newhook et Lynn Verge sont les premières femmes à être nommées au cabinet provincial.
- 1980 Le nouveau drapeau provincial est adopté.

Fondation du *Newfoundland and Labrador Arts Council*
- 1982 Naufrage de la plateforme *Ocean Ranger*
La communauté économique européenne interdit l'importation des peaux de blanchons.
Publication de *The Dictionary of Newfoundland English*
- 1983 Début de la construction de la route Trans-Labrador
Les Mi'kmaq de Conne River obtiennent le statut d'Indien.
- 1984 La cour suprême du Canada se prononce en faveur du Canada au sujet du champ pétrolière Hibernia.
Le pape Jean-Paul II visite Terre-Neuve.
Kruger Inc. prend contrôle de l'usine de pâtes et papier à Corner Brook.
Création de *Fishery Products International*
- 1985 Signature de l'Accord atlantique
Écrasement d'un appareil de *Arrow Airlines* à Gander
La mine de Buchans met fin à ses opérations.
- 1986 La fin officielle de la chasse au bébé phoque
Des chalutiers espagnols sont mis en état d'arrestation sur les Grands Bancs.
- 1987 Ouverture de la *Sprung Greenhouse*, Mount Pearl (fermée en 1989).

-
- | | |
|------|--|
| 1988 | Le Labrador devient une circonscription électorale fédérale.
Mount Pearl devient une ville.
Entente fédérale-provinciale de 800\$ million pour mettre fin au chemin de fer et permettre la construction de routes. |
| 1989 | Fermeture de l'usine de phosphore à Long Harbour |
| 1990 | Accord sur le développement du champ pétrolier Hibernia |
| 1992 | Le moratoire sur la pêche à la morue est décrété. |
| 1994 | La base navale de Argentia ferme ses portes. |
| 1995 | Arrestation du chalutier espagnol <i>Estai</i>
Découverte du gisement minéral de Voisey's Bay |
| 1996 | Accord sur le développement du champ pétrolier Terra Nova |
| 1997 | Les célébrations de l'anniversaire de l'arrivée de Giovanni Caboto
Un référendum met fin au système scolaire confessionnel.
La plateforme de forage Hibernia est amenée en mer. |
| 2001 | Le nom de la province est changé à Terre-Neuve-et-Labrador.
Un accord est conclu au sujet des revendications territoriales des Inuits. |
| 2002 | L'accord sur le développement de Voisey's Bay est signé.
Le relogement des Innu de Davis Inlet à Natuashish |

